

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 21/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RAYONIER A.M. TARTAS

1154 Avenue du Général Leclerc
40400 Tartas

Références : -
Code AIOT : 0005202000

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/12/2025 dans l'établissement RAYONIER A.M. TARTAS implanté 1154, Avenue du Général Leclerc 40400 Tartas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RAYONIER A.M. TARTAS
- 1154, Avenue du Général Leclerc 40400 Tartas
- Code AIOT : 0005202000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société RAYONIER AM TARTAS est leader mondial sur les celluloses de spécialités utilisées pour la production des éthers cellulosiques, de la cellulose microcristalline et de la nitrocellulose. Avec une production annuelle de 125 000 t, l'établissement de TARTAS représente 10 % du marché mondial des pâtes de spécialités. La majorité des ventes de l'établissement s'effectue en Europe et seulement 5 % des ventes de produits sont à destination de la France.

Le site est réglementé au titre des installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral du 11/05/2005 et ses arrêtés préfectoraux complémentaires.

L'instruction du dossier de réexamen IED a nécessité la mise à jour des conditions d'exploitation du site par arrêté préfectoral du 10 janvier 2019.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 22 décembre 2025 s'inscrit dans la continuité de l'inspection du 6 décembre 2024 et porte sur le suivi des actions engagées par l'exploitant concernant la surveillance des PFAS et de l'indice AOF, à la suite de la mesure isolée en AOF observée en juin 2024 au rejet de l'installation. Les investigations complémentaires présentées montrent qu'une mesure réalisée en février 2025 met en évidence une présence d'AOF dans les eaux brutes (environ 21 µg/L), sans présence constatée au niveau du rejet de l'installation. Aucune substance PFAS n'a par ailleurs été identifiée. L'absence de corrélation apparente entre les résultats amont et aval peut s'expliquer par la non-prise en compte du temps de transit des effluents dans le procédé, estimé entre 8 et 10 jours. Au vu des éléments présentés, les résultats disponibles à ce stade ne permettent pas de caractériser le site comme générateur de PFAS. Les variations observées sur l'indice AOF apparaissent, au regard des mesures réalisées, susceptibles d'être liées à la qualité des eaux brutes plutôt qu'au procédé industriel. Une dernière campagne amont/aval corrélée, intégrant le temps de transit des effluents au sein du procédé, est programmée au premier trimestre 2026. Les résultats correspondants seront communiqués à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions régionales, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et

d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

Lors de l'inspection du 6 décembre 2024, l'exploitant avait réalisé une campagne d'analyses PFAS et AOF constituée de trois mesures, réalisées en janvier, février et juin 2024, exclusivement au niveau du point de rejet de l'installation. Cette campagne n'a pas mis en évidence la présence de substances PFAS. Toutefois, une mesure réalisée en juin 2024 a mis en évidence une concentration en AOF supérieure à la limite de quantification au niveau des rejets de l'installation. Compte tenu de l'absence de mise en œuvre de substances PFAS dans le procédé industriel, l'exploitant a orienté son analyse vers la qualité des eaux prélevées en amont comme origine potentielle de cette concentration en AOF. Faute d'analyse concomitante des eaux brutes en entrée de procédé, cette mesure n'a pas permis d'identifier l'origine externe de la concentration mesurée ni d'établir une comparaison amont/aval fiable de la qualité des rejets. Dans ce contexte, l'inspection a demandé la réalisation de campagnes complémentaires incluant des mesures en amont et en aval du procédé, assorties d'une analyse visant à déterminer l'origine des composés détectés.

À la suite de cette demande, l'exploitant a réalisé une mesure complémentaire en février 2025, portant à la fois sur les eaux brutes en admission du procédé et sur les eaux rejetées après traitement. Cette mesure met en évidence une présence d'AOF dans les eaux brutes, de l'ordre de 21 µg/L, sans mise en évidence d'AOF au niveau du rejet. L'absence de corrélation apparente entre les concentrations mesurées en amont et en aval lors de cette mesure peut s'expliquer par la non-prise en compte du temps de transit des effluents au sein du procédé, estimé entre 8 et 10 jours, ne permettant pas une comparaison directe des résultats.

Par ailleurs, l'exploitant **maintient le constat d'absence de PFAS** dans les substances mises en œuvre sur le site, tant au niveau du procédé industriel que des émulseurs. Il indique que l'inventaire des substances demeure inchangé et pertinent. Des actions ont en outre été engagées afin d'exclure systématiquement les substances PFAS des procédures d'achats et des appels d'offres.

L'analyse consolidée des résultats acquis entre 2024 et 2025 tend ainsi à confirmer que le site n'est pas générateur de PFAS et que les variations observées sur l'indice AOF sont plus probablement liées à la qualité des eaux brutes qu'au procédé industriel. Néanmoins, les comparaisons amont/aval réalisées jusqu'à présent n'intègrent pas systématiquement le temps de séjour des effluents dans le procédé, estimé entre huit et dix jours.

Afin de consolider cette analyse, l'exploitant s'est engagé à réaliser une dernière campagne amont/aval corrélée, intégrant explicitement le temps de transit des effluents, programmée au premier trimestre 2026. Les éléments transmis à ce stade, fondés sur une seule mesure, présentent des résultats globalement favorables et compatibles avec l'absence de mise en œuvre de PFAS sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

À l'issue de la réalisation de la campagne amont/aval prévue au premier trimestre 2026, intégrant le temps de transit des effluents au sein du procédé, l'exploitant **communiquera** à l'inspection des installations classées l'ensemble des résultats de cette campagne, accompagnés d'une analyse permettant d'apprécier l'origine des composés éventuellement détectés et la corrélation amont/aval de la qualité des rejets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois